

**Discours du
Président du Conseil européen
Charles Michel
à la 77ème Assemblée générale
des Nations Unies
23 septembre 2022**

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire général, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au Sénégal en décembre dernier, j'ai rencontré des médecins et des chercheurs passionnés et déterminés à sauver des vies. Grâce à la coopération internationale, ils ont créé à l'Institut Pasteur un centre de production de vaccins, doté des technologies les plus prometteuses.

Quelques mois plus tard, j'ai rencontré des enfants à Borodianka, en Ukraine. J'ai vu dans leurs yeux l'horreur de la guerre, entendu les récits de violences faites aux femmes. Les viols. Les tortures. Les charniers. Les semeurs de mort.

L'espoir à Dakar...L'horreur à Borodianka... Mettre fin à l'horreur et choisir l'espoir: c'est la promesse des Nations unies. C'est ce qui a fondé l'Union européenne. Et c'est ce que nous voulons, l'espoir, pour le monde entier.

Pour cela, l'Union européenne tend la main à tous ceux qui veulent coopérer pour le bien commun. Pour honorer la promesse des Nations unies.

Je vais vous parler d'espoir. Mais d'abord, et je le regrette, je vais vous parler d'une guerre. Chaque guerre est un déni d'humanité. Et toutes les souffrances méritent le

même engagement. Que ce soit au Yémen, en Éthiopie, dans le Sahel, au Myanmar ou en Ukraine.

Le Kremlin a déclenché une guerre contre le peuple ukrainien. Et ce sont des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants qui sont visés partout dans le monde. Menacés de famine. Privés de chauffage. Ou acculés par les factures énergétiques. Le Kremlin mène une guerre hybride. Une guerre qui conjugue la violence des armes avec le poison du mensonge.

Ainsi, la sécurité de la Russie, disent-ils, serait depuis des années menacée par - je le dis entre guillemets - "l'Ouest". C'est faux! Le Kremlin tente, vainement je l'espère, de mobiliser le monde contre un ennemi imaginaire. Absolument personne n'a menacé, attaqué, ni envahi la Russie. Et personne, absolument personne en Europe, n'a souhaité un conflit avec la Russie. Quel intérêt aurions-nous à mettre en danger la sécurité et la prospérité de tous?

Deuxième mensonge: cette guerre, disent-ils, viserait à empêcher un prétendu génocide de populations russophones d'Ukraine, et à "dénazifier" le pays. C'est faux! Et c'est immonde. Un génocide, c'est l'élimination concrète, intentionnelle, totale ou partielle, d'un groupe national, ethnique ou religieux. Et donc personne, à part le Kremlin, n'aurait remarqué des massacres à grande échelle commis aujourd'hui par des Ukrainiens sur d'autres Ukrainiens? Et quelle est donc cette prétendue libération qui conduit aujourd'hui encore à tuer des populations russophones, et à saccager les infrastructures de leurs villes?

Troisième mensonge: l'agression contre l'Ukraine, disent-ils, serait une "opération spéciale" et non une guerre. C'est faux, et c'est grossier. C'est bel et bien une guerre. Et la mobilisation annoncée il y a quelques jours de centaines de milliers de réservistes ne fait que le confirmer. Interdire le terme de "guerre" en Russie, en punissant son utilisation jusqu'à 15 ans de prison n'en change pas la nature. Cela ne fait que trahir son caractère honteux. Cette guerre, c'est une agression non provoquée, illégale et injustifiée, qui vise à changer par la force des frontières reconnues internationalement, et cela n'est pas acceptable. Et c'est parce que nous devons stopper la machine de guerre du Kremlin que des sanctions économiques massives ont été inéluctables.

J'en viens maintenant au quatrième mensonge: les sanctions provoqueraient les pénuries d'aliments et de fertilisants. C'est faux! C'est la Russie, avant même le déclenchement de la guerre, qui a décidé unilatéralement de réduire drastiquement ses exportations de céréales et de fertilisants, favorisant ainsi la

volatilité des cours sur le marché mondial. C'est la Russie qui a décidé de bloquer militairement les ports de la mer Noire, y rendant impossible le commerce maritime. C'est l'Union européenne qui a ouvert les "couloirs de solidarité" routiers, grâce auxquels des millions de tonnes de produits alimentaires sont déjà sorties d'Ukraine. Et c'est l'accord conclu par le Secrétaire général Guterres qui a ouvert un couloir naval en mer Noire, pour contribuer à baisser les cours mondiaux et faire en sorte que l'on puisse ouvrir le réapprovisionnement de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie. Et aujourd'hui, comble du cynisme, c'est le Kremlin qui à nouveau menace de ne pas prolonger cet accord conclu avec les Nations unies. Encore une fois, ce sont les pays les plus vulnérables qui en seront les principales victimes. En réalité, il y a une solution simple pour sortir de cette crise alimentaire qui nous menace: que la Russie stoppe la guerre, se retire du territoire ukrainien et lève le blocus des ports.

Mesdames et Messieurs, Excellences, ce tissu de mensonges tranche avec un instant de franchise et de sincérité: il y a un an, dans une déclaration écrite publiée, Vladimir Poutine affirmait, sur fond d'élucubrations historiques, que l'Ukraine, selon lui, n'est ni une nation, ni un État légitime. Voilà donc le fond de sa pensée. Absolument personne n'est dupe, et les simulacres de référendums n'y changeront absolument rien.

Mesdames et Messieurs, Excellences,

En 1963 lors de la fondation de l'Organisation de l'Unité africaine à Addis-Abeba, Modibo Keita, le premier président du Mali indépendant, disait ceci: *"L'impérialisme, c'est cette manifestation de domination d'un homme sur un homme, d'une société sur une société, d'un peuple sur un peuple, et de vouloir à tout prix lui imposer son mode de pensée, son mode de vie, son mode de développement politique et économique."*

Impérialisme et revanchisme. Voilà quels sont les fondements de cette guerre de colonisation qui cible l'Ukraine, et qui piétine délibérément la loi internationale et la Charte des Nations unies. Jusqu'à agiter la menace de l'arme nucléaire. Et à utiliser en ce moment même la plus grande centrale nucléaire d'Europe comme base militaire. Cela doit cesser, ce n'est pas acceptable. Nous soutenons sans réserve les efforts du directeur de l'AIEA, Rafael Grossi, pour restaurer la sécurité autour de la centrale de Zaporijia.

Mesdames et Messieurs, je me tiens devant vous et je le dis avec solennité: l'Union européenne ne demande à personne de choisir entre l'Est ou l'Ouest, entre le Nord

ou le Sud. Mais il y a bien un choix à faire. Le choix de l'Union européenne, c'est le respect des frontières plutôt que l'agression. C'est la coopération plutôt que la menace. Et c'est l'ordre fondé sur des règles plutôt que la loi du plus fort.

En 1948, à cette tribune, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne, le Premier ministre belge Paul-Henri Spaak, s'était adressé directement à l'Union soviétique: "*Nous avons peur. Parce que dans cette Assemblée, vous vous êtes faits les champions de la doctrine de la souveraineté nationale absolue. Et nous nous demandons (...) comment une organisation internationale pourra remplir les buts qui lui sont dévolus, si cette doctrine périmée, réactionnaire, triomphe.*"

Aujourd'hui, la Russie fait peur. Le Kremlin a ramené la guerre en Europe. Et il se comporte en maître-chanteur.

Nous ne pouvons pas laisser l'action destructrice de l'un d'entre nous mettre en péril notre volonté commune d'agir pour le bien commun. L'Union européenne tend la main, sincère et loyale. Nous avons tellement de défis à relever ensemble. Les effets de la pandémie sont douloureux, surtout pour les plus vulnérables. L'indice du développement humain régresse. Les droits des femmes et des minorités sont trop souvent bafoués, voire niés. Les phénomènes naturels extrêmes se multiplient, comme récemment au Pakistan et au Nigeria de manière dramatique. Les fractures se creusent. Entre pays développés et en développement. Entre démocraties et régimes autoritaires. Les fractures se creusent également à l'intérieur de nos différents pays.

La coopération multilatérale, c'est l'intelligence collective en action. C'est aussi l'ADN de l'Union européenne. L'Union européenne se déploie comme puissance pour la paix, le développement et la promotion des droits humains. Le leadership européen vise à construire avec vous les solutions. Nous n'avons pas vocation à sermonner. Il n'y a pas de maître, pas d'élève. C'est dans cet esprit de coopération que nous agissons à l'ONU, au G7 et au G20 et partout ailleurs. Et c'est pour cela et dans cet esprit que nous tendons la main, avec des partenariats stratégiques.

Avec nos frères africains, nous avons reprogrammé ensemble le logiciel. Notre partenariat est sincèrement d'égal à égal, et tourné vers le futur. Et je réitère ici le plaidoyer et le soutien pour l'inclusion de l'Union africaine au G20.

Avec le Japon et la Corée du Sud, par exemple, nous partageons tant, et nous fortifions jour après jour nos relations.

Avec l'Inde et les pays de l'ASEAN, nous amplifions nos espaces de coopération.

Nos liens avec le continent latino-américain sont naturels. Et nous comptons beaucoup sur le sommet l'année prochaine pour donner un nouvel élan à notre relation.

Avec les pays du Golfe, nous identifions nos priorités communes, et menons des dialogues francs et réguliers, sur nos différences.

Nous souhaitons que les puissances émergentes, y compris la Chine, participent sincèrement aux efforts collectifs pour la paix et le développement. Nous prônons la sécurité maritime. Nous prônons la stabilité dans le détroit de Taïwan. Nous reconnaissons le principe de la Chine unique. Mais nous ne baisserons pas les yeux sur les atteintes aux droits humains. Spécialement au Xinjiang et à Hong Kong.

Mesdames et Messieurs, nous sommes dans cette enceinte, les Nations unies, cette maison qui rassemble les peuples du monde, et nous savons chacun qu'un système multilatéral robuste suppose la confiance mutuelle. Or, le système actuel n'est pas inclusif et n'est pas suffisamment représentatif.

L'usage du droit de veto devrait être l'exception, or il devient la règle, une réforme est nécessaire et urgente. Je partage avec vous cette conviction: lorsqu'un membre permanent du Conseil de sécurité déclenche une guerre non provoquée et injustifiable, condamnée par l'Assemblée générale des Nations unies, sa suspension du Conseil de sécurité devrait être automatique.

Nous soutenons les propositions du Secrétaire général sur l'Agenda commun, et le Sommet du Futur en 2024 devrait être une opportunité historique pour opérer ces améliorations radicales.

L'Union européenne est engagée aux côtés des pays et des populations du G5-Sahel. Nous sommes prêts à développer des moyens aussi pour les pays du Golfe de Guinée. Nous sommes investis également aux côtés du Mozambique. Nous soutenons les efforts du Rwanda et des pays de la SADC qui sont présents. Et avec notre Haut représentant pour les affaires étrangères et la sécurité, Josep Borrell, nous ne ménages pas nos efforts pour tenter de remettre en œuvre le JCPOA sur le nucléaire iranien.

L'Union européenne est aux côtés des Afghans, et surtout des Afghanes,.Et nous ne cesserons pas de combattre partout cet obscurantisme qui bafoue

quotidiennement les droits des femmes et des filles dans tous les domaines. Et je pense en ce moment à ces femmes et à ces filles en Iran qui se lèvent courageusement pour défendre leur dignité, au péril de leur vie.

Au Yémen se déroule une crise humanitaire grave et les Yéménites ont droit à la paix. Nous soutenons les efforts de l'envoyé spécial des Nations Unies Grundberg pour convertir la trêve actuelle en un cessez-le-feu durable.

Les accords de paix des pays arabes avec Israël constituent un progrès dans la région. Mais le peuple palestinien attend depuis trop longtemps, vainement, le moindre progrès pour son propre avenir. Le peuple palestinien ne peut devenir l'oublié de l'échiquier mondial. La solution à deux États, Israël et Palestine vivant dans une coexistence pacifique où la sécurité de tous doit être assurée, est une priorité.

Enfin, je me suis personnellement engagé dans une médiation difficile avec le président de l'Azerbaïdjan et le Premier ministre de l'Arménie. Les violences doivent cesser. Et l'objectif doit être de résoudre le conflit pour instaurer une paix et une prospérité durables dans le Caucase du Sud.

Chers collègues, le leadership c'est indiquer le chemin, mais c'est aussi livrer des résultats.

En matière de sécurité énergétique, nous avons été trop dépendants, trop longtemps. Nous avons mis en péril notre sécurité, notre prospérité et notre souveraineté.

L'énergie et le changement climatique sont les deux faces d'une même pièce. Vaincre la crise énergétique, c'est faire reculer la menace climatique. Protéger notre biodiversité et nos océans, c'est garantir notre avenir. La neutralité climat est la boussole de l'Union européenne et, à la COP 27 à Charm el-Cheikh, nous militerons sans réserve pour mettre en œuvre les promesses de Paris, et pour aller au-delà. Nous voulons une transition juste et équitable. Aucun pays ne peut à lui seul protéger notre planète.

L'Union européenne honore son engagement vis-à-vis des pays en développement. Et nous attendons que tous les autres pays développés suivent notre exemple.

Aujourd'hui, près d'un cinquième de l'humanité risque de sombrer dans la pauvreté et la famine. La guerre russe contre l'Ukraine a exacerbé cette crise. Des

initiatives sont prises, par le G7, par l'Union européenne, par l'Union africaine, par d'autres encore. L'Union européenne mobilise près de 8 milliards d'euros pour la sécurité alimentaire jusqu'en 2024.

Mais, nous le savons, il faut faire plus: plus de coordination, plus d'argent, et plus de souveraineté. De nouveaux modèles agricoles plus résilients et plus équitables sont nécessaires. Plus de souveraineté alimentaire, notamment en Afrique et en Amérique latine, est indispensable. Nous sommes prêts à tendre la main pour soutenir des projets durables de production de fertilisants sur ces continents, à l'instar de ce qui est fait en matière de vaccins contre le Covid.

La Covid-19 nous a ouvert les yeux sur nos forces et nos faiblesses. Des vaccins ont été produits en un temps record. Et sous la direction de la directrice de l'OMC Okonjo-Iweala, un équilibre a été trouvé entre la propriété intellectuelle, l'innovation scientifique et l'accès universel à la technologie.

Cependant, nous savons que nous devons pleinement tirer les enseignements de cette pandémie qui nous a frappés douloureusement. C'est la raison pour laquelle le Dr Tedros et moi-même, il y a quelque temps, avons lancé l'idée d'un traité sur les pandémies, pour renforcer la sécurité sanitaire mondiale. Sa négociation est en cours, il faut la conclure.

Mesdames et Messieurs, je conclus.

Nous le mesurons bien, nous sommes dans un moment charnière de notre histoire humaine. Parfois, on a abusé de ce mot de moment charnière; plus que jamais nous ressentons que le moment que nous vivons n'est pas banal, n'est pas anodin.

Et je pense à Winston Churchill. En 1946, évoquant l'échec de la Société des Nations à éviter la Seconde Guerre mondiale, il disait: *"La Société des Nations n'a pas échoué à cause de ses principes ou de ses conceptions. Elle a échoué parce que ces principes ont été désertés par les États qui l'ont fait naître, parce que les gouvernements de ces États ont craint de regarder les faits en face et d'agir pendant qu'il était encore temps."*

Comme l'Union européenne, les Nations unies sont un projet d'espoir, fondé à la suite des horreurs de deux guerres mondiales.

Il y a quelques jours, ma fille de six ans nous a soudain confié, à sa mère et à moi, qu'elle a peur de la guerre. Et cela m'a glacé le sang. Aucun parent dans le monde

ne peut supporter que son enfant ait peur de la guerre, et encore moins qu'il y soit confronté. Aucun parent dans le monde ne peut supporter que son enfant ait faim ou ne puisse être soigné. Aucun parent dans le monde ne peut supporter que son enfant soit privé d'espoir en une vie digne et épanouissante.

Prévenir ou empêcher l'horreur à Borodianka, au Yémen, au Myanmar et ailleurs. Rendre l'espoir, comme avec les médecins de Dakar, et ailleurs, c'est cela le cœur de notre responsabilité de dirigeants représentant les peuples du monde.

Au-delà de nos différences, et elles sont nombreuses, c'est le même sang qui coule dans nos veines. C'est le même cœur qui bat dans notre poitrine. Ce sont les mêmes rêves d'éducation et de liberté pour les petits garçons et pour les petites filles.

J'ai foi dans les vertus de la sagesse collective. Je crois dans la science et dans la connaissance pour remettre le monde sur les rails de l'espoir. Nous avons besoin d'un sursaut. Et ce sursaut c'est maintenant et c'est ensemble. Vous pouvez compter sur l'Union européenne. Je vous remercie.

Source:

